

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 19/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LUCART SAS**

BP 35  
88600 Laval-Sur-Vologne

Références : S-25-659RP  
Code AIOT : 0006202307

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement LUCART SAS implanté 10 rue Maurice Mougeot BP 35 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 28/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale relative à la limitation des émissions de substances PFAS. Elle s'appuie notamment sur l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et sur le code de l'environnement.

Suite à la première campagne d'analyses PFAS, de fin 2023-début 2024, l'établissement a été identifié comme l'un des établissements les plus émetteurs des flux en AOF/PFAS en région Grand Est. A ce titre, il a fait l'objet d'un courrier de la DREAL daté du 13 août 2024 demandant qu'un plan d'actions PFAS soit établi.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUCART SAS
- 10 rue Maurice Mougeot BP 35 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006202307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LUCART exploite des installations de fabrication de pâte à partir de papiers et de briques alimentaires et de fabrication de papiers d'hygiène et d'essuyage, autorisées par arrêté préfectoral du 9 mars 2009 modifié.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet
5	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la sollicitation de l'Inspection en août 2024, l'exploitant a mené de nombreuses investigations afin de justifier, en vain, les résultats élevés de la campagne de janvier 2024. L'exploitant, soucieux de garantir l'absence d'AOF dans ses rejets aqueux, a engagé un plan de surveillance pour 2 ans.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> Les trois rapports de la campagne d'analyses PFAS, réalisée en décembre 2023 , janvier et février 2024, ont bien été saisis sur le site de télédéclaration des émissions aqueuses GIDAF sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b> 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux

<p>résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'est constaté, sous GIDAF, aucun dépassement de la valeur limite d'émission de PFOS dans les rejets aqueux de l'établissement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a complété la liste des 20 paramètres de base PFAS des 8 paramètres complémentaires optionnels, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acide Perfluorotetradecanoïque (PFTA)</li> <li>• Acide perfluorohexadecanoïque (PFHxDA)</li> <li>• Acide perfluorooctadecanoïque (PFODA)</li> <li>• Dodecafluoro 3H 4,8 dioxanonoïque acid (NaDONA)</li> <li>• Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate) (HFPO)</li> <li>• Perfluoro (5-méthoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic</li> <li>• 6:2 Fluorotéromer alcool (6:2 FTOH)</li> <li>• Perfluoro-1-decanol (8:2 FTOH)</li> </ul> <p>Les analyses des 8 paramètres complémentaires ont été réalisées en même temps que les campagnes obligatoires. Les résultats, non saisis sous GIDAF, ont été transmis à l'inspection dans un délai de 3 jours suivant l'inspection. Tous sont inférieurs à la limite de quantification.</p> <p>L'exploitant indique que le processus papetier ne nécessite pas l'utilisation de PFAS. Il a cependant vérifié les fiches de données de sécurité de ses produits et interrogé ses fournisseurs. Aucun PFAS complémentaire n'a ainsi été identifié.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : 5. Mesures d'investigation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :  - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  En réponse au courrier de l'Inspection du 13 août 2024, l'exploitant présente en séance un plan d'action (transmis ensuite par courriel le 07/06/2025). Il en ressort les points suivants:  - non-utilisation de PFAS dans le process papetier pouvant justifier les résultats de janvier 2024, affichant une valeur AOF de 450µg /l;  - résultat AOF inférieur à la limite de quantification de 2µg /l lors de la 3ème campagne d'analyse de février 2024  - analyse TOF (Fluorure Organique Total) réalisée en octobre 2024 et analyses PFAS supplémentaires en novembre 2024 et mars 2025 : résultats AOF inférieurs à la limite de quantification ;  - analyses des fiches de données de sécurité des produits ;  - interrogation des fournisseurs ( <i>taux de retour au 03/06/25 de 30%</i> ) ;  - interrogation de la société Papeterie des Vosges (dans leurs 3 campagnes PFAS, concomitantes à celles de Lucart, les résultats AOF sont inférieurs à la limite de quantification) ;  - analyse de la production des jours précédents la campagne d'analyse de janvier 2024 ;  - aucun incident recensé les jours précédents la campagne d'analyse de janvier 2024.  Toutes les investigations menées n'ayant pas permis de justifier le résultat AOF de janvier 2024, l'exploitant conclut à une valeur AOF aberrante en janvier 2024 et, depuis, à l'absence d'AOF dans les rejets aqueux du site. L'Inspection n'émet pas d'opposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : 7. Mesures de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :  - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;  - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<b>Constats :</b>  En réponse au courrier de l'Inspection du 13 août 2024, l'exploitant présente en séance un plan

d'action (transmis ensuite par mail le 07/06/2025). Il en ressort les points suivants:

- une analyse TOF (Fluorure Organique Total) réalisée en octobre 2024;
- une analyse PFAS supplémentaires en novembre 2024;
- une surveillance de 2 ans avec analyse trimestrielle des 20 paramètres PFAS et AOF, pour 2025 et 2026.

Il est rappelé à l'exploitant que les résultats de la surveillance pérenne devront être saisis sous GIDAF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats de la " surveillance PFAS 2025-2026" devront être saisis sous GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite